L'Abeille de la Nouvelle-Orléans,

BUREAUX: No 71 RUE DE CHARTRES.

TOUTE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 8 FEVRIER.

Suite de la Première Page.

Le comité propose deux modifications. La première abroge la clause II qui déclare que les propriétés et les franchises de la compagnie seront exemptées de l'impôt durant dix ans; elle est adoptée. La seconde défend à la compagnie d'exiger un péage quelconque avant que les travaux soient achevés.

Mr Allain—Le chairman du comité, Mr Grover, qui est, aussi, l'auteur du projet de loi, n'est pas présent. Je propose donc que nous ne poussions pas plus loin la considération.

Mr Grover—Je crains que le second amendement n'empêche l'achèvement des travaux. La compagnie aura besoin du péage pour mener l'entreprise à bonne fin.

Mr White—C'est Mr Grover lui-même qui a présenté le rapport.

Mr Wiltz—Le rapport est signé de l'auteur du bill.

La troisième lecture est demandée.

Mr Garland—Il ne convient d'accorder à une compagnie le monopole d'un cours d'eau quelconque. Le péage que la compagnie pourra exiger n'étant pas indiqué, il faut que l'Etat se réserve le droit de le fixer. Le bill autorise la compagnie à hypothéquer ses privilèges; ceux-ci pourraient être achetés par des personnes dont les intérêts seraient contraires à ceux des citoyens de la paroisse. J'espère que le Sénat refusera son assentiment à ce qu'on lui propose.

Sur la motion de Mr Demas, le bill est mis à l'ordre du jour de lundi prochain, à deux heures, et l'impression en est ordonnée.

Le bill No 33 du Sénat, qui autorise la Nouvelle-Orléans à acheter une usine à gaz et émettre des bons pour le paiement, est renvoyé indéfiniment.

Le bill No 15 du Sénat incorporant la ville de Providence, paroisse Carroll, est adopté, avec une modification qui fixe l'impôt à cinq *mills*.

Le bill No 22 du Sénat modifiant la 3ème clause de la loi 31 de 1871, relative à la réorganisation du bureau des terres, est renvoyé indéfiniment.

Le bill No 108 du Sénat, qui autorise le jury de police de la paroisse St. Landry à prélever une taxe annuelle de quatorze *mills* et demi, et abroge la loi 24 de 1870, est adopté.

Le bill No. 117 du Sénat, qui alloue $16,076 63 à la Nouvelle-Orléans pour les frais d'entretien d'une police extraordinaire pendant la période de la tentative Packard, est, de nouveau, considéré.

Mr Goode s'oppose à l'adoption. Il rend pleine et entière justice à la conduite des citoyens dans les premiers mois de 1877, il est fier d'eux, mais il ne votera l'allocation que quand il lui sera prouvé qu'elle est légale. L'Etat doit à ses fonctionnaires $75,000 pour services rendus en 1877, et il ne peut pas s'acquitter.

Mr Ellis est d'opinion que les hommes appelés sous les armes étaient une police et que la ville est tenue de se charger des dépenses. Le gouverneur, à la disposition de qui la législature avait mis quarante mille pastres, dit, dans son message, qu'il en a employé vingt deux mille, et il ne croyait pas consciencieusement devoir en employer davantage. Le parti démocrate se lèverait s'il accordait la somme.

Mr Zacharie répond que la législature a forcé la ville de faire face aux certificats de la police extraordinaire qui a sauvé le gouvernement d'Etat. Le fardeau des deux tiers des taxes que les paroissiens versent dans la caisse rase sur la Nlle-Orléans. Le parti démocrate ne saurait souhaiter une mort plus belle que celle qui suivrait l'accomplissement d'un pareil acte de justice.

Mr White dit que l'honorable représentant de Terrebonne n'a montré, dans cette circonstance, ni son esprit de justice ni sa pénétration habituels. L'Etat doit à ses fonctionnaires $13,000 et non $75,000; le rapport de l'auditeur établit le fait. Mr Goode a soulevé la question légale; eh bien! c'est le conseil de police métropolitaine, créé par la législature, dont les membres étaient désignés par le gouverneur et qui échappait entièrement au contrôle de la Nouvelle-Orléans, c'est ce bureau qui a cru devoir organiser une police extraordinaire de mille hommes. La loi limitait la somme que les autorités municipales pouvaient consacrer au maintien de sa police ordinaire. Il ne faut pas oublier qu'un des premiers actes du gouverneur Nicholls fut de choisir les membres du bureau; qu'un des premiers actes du Sénat conservateur fut de ratifier la désignation des commissaires. Le gouverneur assista aux délibérations secrètes et déclara que la ratification lui était absolument nécessaire. On ne demanda pas alors "ce que ces hommes allaient faire." On les employa promptement, sagement, et ils rendirent la tranquillité à la cité. Mais la mémoire de ces jours glorieux, Mr White s'écrie, en terminant: "aujourd'hui que vous jouissez du fruit de la victoire, ne traitez pas les soldats devant vous, et ne vous imposez pas la triste besogne de compter leurs cicatrices avant de décider s'ils ont bien mérité de vous."

Mr George se prononce pour le bill avec une éloquence entraînante. Il est trop tard, dit-il pour demander à ces hommes dévoués ce qu'ils ont fait; leurs actes appartiennent à l'histoire et c'est elle qui répondra pour eux. Nous ne saurions payer trop cher la revendication de nos droits et de nos libertés.

Mr Sandiford appuie le bill.

Mr Boatner croit que quelques uns des sénateurs des campagnes ne saisissent pas bien la question. Ce n'est pas une question de sentiment, c'est une question légale, une question de justice. La dette a été contractée par le bureau de police, c'est une dette de l'Etat, et celui-ci doit l'acquitter. Voilà tout.

Mr Garland maintient que la somme est réclamée, non par les citoyens qui ont servi et ne songent pas à exiger quoi que ce soit, qui ont obéi à un sentiment de patriotisme désintéressé, mais par les contribuables de la ville, représentés par le conseil, aux contribuables des campagnes.

Sur la proposition de Mr Young, le bill est envoyé au comité des réclamations, avec prière de s'assurer à combien s'élevait le nombre d'hommes appelés, qui les a appelés et combien de temps ils sont restés sous les armes.

Le Sénat siége à huis clos, puis s'ajourne à demain, vendredi, à midi.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre est appelée à l'ordre à midi par l'orateur Bush, qui déclare un quorum présent, quatre vingt treize membres ayant répondu à l'appel nominal.

Mr Newsom, président du comité spécial auquel a été référé le bill pour l'ouverture du bayou Taugipahoa, présente un rapport, recommandant que le bill soit référé au comité sur les améliorations à l'intérieur.

BILLS PRÉSENTÉS ET RÉFÉRÉS.

Les bills suivants sont présentés et référés à différents comités, à savoir:

Par Mr Romero, d'Ibérie, pour conférer des pouvoirs additionnels aux juges de paix de la paroisse Ibérie, comité judiciaire.

Par M. Fitzpatrick, d'Orléans, pour venir au secours de James Hite.

Référé au comité sur les réclamations.

Par M. Cole, de St Jean Baptiste, pour rendre à leurs propriétaires les habitations qui ont été prises par l'Etat pour non paiement de taxe, dans le voisinage immédiat de la crevasse de Bonnet Carré.

Référé au comité judiciaire.

Par M. Smart, de Vernon, un bill allouant $5,000 pour l'ouverture du Bayou Sabine.

Référé au comité sur les terres et les levées.

Par M. Jones, de Pointe Coupée, pour l'ouverture d'une route publique.

Référé au comité sur les réclamations.

Par M. Kennedy, de Jefferson, pour autoriser le jury de police de la paroisse Jefferson, à vendre un certain terrain, etc.

Comité sur les affaires paroissiales.

Par M. Goler, de Richland, pour autoriser les citoyens de la paroisse Richland à transférer le siége de la justice et à construire une maison de cour, en émettant des Bons.

Comité sur les affaires paroissiales.

Par M. Soiller, de Livingston, pour autoriser le jury de police de la paroisse Livingston à prélever une taxe spéciale.

Comité sur les affaires paroissiales.

Par M. Kennedy, de Jefferson, pour abolir l'emploi d'avocat de district pro tem.

Comité judiciaire.

Des bills de secours sont présentés par messieurs Jones et Richardson et sont référés au comité sur les réclamations.

Par Mr Stewart, de Tensas, un bill pour amender la première section d'un acte de 1877 relatif à la protection du gibier.

Comité sur l'immigration, l'agriculture et le commerce.

Par Mr Lyons, d'Est Féliciana, un bill pour fixer le poids de certains articles et pour punir toute violation de cet acte.

Comité sur l'immigration, l'agriculture et le commerce.

Par Mr Hill, d'Orléans, un bill pour révoquer un acte accordant certains privilèges à la Chambre de Commerce de la Nouvelle Orléans.

Mr Hill présente également une pétition des contribuables de la paroisse d'Orléans.

Référée au comité spécial sur les affaires de la ville.

Le bill No 54 du Sénat pour abolir un acte relatif à la compensation des jurés, revient du comité judiciaire avec un rapport favorable.

Le bill est lu trois fois et définalement adopté.

Après quelques débats, le vote par lequel le bill a été adopté est repris en considération et le bill est renvoyé à nouveau.

L'objection au bill provient de ce que quelques membres des paroisses rurales sont d'avis que la compensation d'une piastre par jour et de cinq sous par mille accordée aux jurés, n'est pas suffisante.

L'ORDRE SPÉCIAL DU JOUR

est appelé. Il s'agit du bill No 77 de la Chambre pour amender la 103ème section de l'acte No 16 de 1872, relativement au mode de percevoir des licences. L'amendement a trait aux barbiers et aux cafés.

Le bill revient du comité judiciaire avec un rapport défavorable.

Il est renvoyé devant le comité sur les voies et moyens.

Le bill No 61 du Sénat, autorisant les jurys de police, dans les paroisses rurales, et le Conseil municipal de la ville de la Nouvelle Orléans, à employer pour les travaux publics dans les rues ou sur les routes les prisonniers qui ont commis un délit qui entraîne celle des travaux forcés, est la deuxième fois.

Motion est faite de le renvoyer indéfiniment et les oui et les non sont demandés, avec le résultat suivant:

Oui—Trente deux.

Non—Cinquante-six.

La Chambre refuse de déposer sur le bureau.

Le bill prescrit qu'à l'option du juge, tout individu convaincu d'un crime n'entraînant pas la peine de mort, pourra être condamné à travailler dans les rues et sur les routes publiques.

Les républicains font une opposition systématique au bill. Ils présentent différents amendements qui sont rejetés, demandant les oui et les non à chaque fois. En dépit de leurs efforts, cependant, le bill est déclaré sommoyé par un vote de 57 oui contre 33 non.

Mr Dinkgrave, de Madison, propose comme amendement, que les jurys de police ou les conseils municipaux ne pourront pas ordonner que des boulets soient mis aux pieds des condamnés, et que les dits condamnés ne travailleront que dix heures par jours.

Mr Dinkgrave promet que si les démocrates permettent la reprise en considération du vote par lequel le bill a été adopté, afin que cet amendement puisse être accepté, les républicains ne feront plus de motions dilatoires.

La Chambre consent à la reprise en considération et l'amendement est proposé.

Mr Hahn, de St Charles, suggère comme amendement à l'amendement, que les condamnés travailleront huit heures par jour au lieu de dix, et demande les oui et les non.

Mr Dinkgrave demande la parole pour un fait personnel.—Il déclare que si ses collègues républicains continuent leurs motions dilatoires, il retirera l'amendement qu'il a proposé, parce qu'il considérera qu'on veut lui faire manquer à la promesse qu'il a faite en son nom et au nom des républicains.

Après quelques débats les oui et les non sont demandés sur l'amendement de Mr Hahn avec le résultat suivant:

Oui—Quarante-trois.

Non—Quarante-huit.

L'amendement de Mr Hahn est rejeté.

L'amendement de Mr Dinkgrave est alors adopté par 69 oui contre 7 non.

Le bill ainsi amendé est déclaré grossoyé.

Le bill du Sénat pour amender la section 3967 des Statuts Révisés, est lu deux fois et déclaré grossoyé.

Le bill No 46 du Sénat, pour amender la section 800 des Statuts Révisés de 1870, est renvoyé indéfiniment.

Le bill No 59 du Sénat, imposant une pénalité pour la mutilation ou pour la destruction d'archives ou de documents publics, par un fonctionnaire public, etc., revient du comité judiciaire avec un rapport favorable et est déclaré grossoyé.

Mr Aldigé, président du comité sur les voies et moyens, soumet avec le consentement unanime de la Chambre, un rapport qui propose le bill de Revenu pour l'année 1878, qui pourvoit à la perception des taxes, etc.

Sur motion, le bill est renvoyé devant le comité sur les impressions publiques.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'au lendemain à midi.

BULLETIN FINANCIER.

Jeudi soir, 7 Février 1878

Compagnie d'Echanges (Clearing House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances
2 Fév.....	$2,268,826 83	$133,543 00
4 Fév.....	2,175,127 74	224,257 57
5 Fév.....	2,639,945 10	295,114 15
6 Fév.....	2,008,388 76	153,353 47
7 Fév.....	2,114,427 60	142,853 79
Jusqu'ici cette semaine.....	11,257,326 13	$949,225 99
Même temps la semaine dern..	10,294,723 13	911,353 99
Total de la semaine passée..	11,948,575 13	1,081,416 10
Total de la sem. précédente....	13,881,726 99	1,128,450 56

Changé d'argent n'a pas été animée, aujourd'hui dans les banques et au dehors. Les billets du commerce et les prêts reposant sur des garanties collatérales, n'ont pas varié.

Il n'y a rien eu de nouveau dans les actions qui ont encore été calmes.

Les consolidés de l'Etat ont beaucoup fléchi à l'ouverture, mais se sont ensuite relevés. Ils étaient, à la clôture, 84¼ à 84¾, taux d'hier.

Les bons à prime ont été fermes; mais, à la clôture, ils étaient à 87 à 87¼, ce qui indique une légère baisse.

Les bons consolidés de la ville ont été plus forts et cotés à 39 à 40 contre 38¾ à 39¼, hier.

Les coupons (de la ville) à moitié payés ont été cotés à 34½ à ——; le scrip de la ville à 32 à 33 cents de 1874; à 39 à —— cents de 1875, à 31½ à —— cents de 1876; les mandats de la police métropolitaine à 26 à ——.

Nous continuons de coter les excellents billets de commerce à 8 à—pour cent d'escompte, les Nos. 1, à 9 à 11, les Nos. 2, à 12 à ——; les prêts reposant sur des garanties collatérales, à—à 8; le papier hypothécaire No 1, à 9 à 10, et le No 2 nominal.

L'or a ouvert à 102¾ à 102¼ contre 102¼ à New York, et fermé aux taux d'ouverture contre 102 à New York. Les ventes ne sont que de $16,000, dont $8000 à 102 11/16, $3000 à 102¼, $3000 à 102¾.

Les opérations de sterling embrassent 19,400 livres, dont 7,000 connaissement à—12,000 do à 483, 2,000 do à 483¼, 1,200 et 400 do 483, 4,000, do à 488 à 489. Dans les francs, 125,000, en change c' commerce, à—, et 50,000 à 5.15¾.

A la clôture, les traites sterling étaient cotées à 487¼ à 489 le connaissement et le clear No 1, —à 492 les traites des banques,—à 492¼ le taux des banques aux comptoirs; les francs, à 5 15¼ les traites à de commerce.

Les ventes (annoncées) de change à vue, sur New York sont de $115,000, à ¼ pour cent d'escompte.

Les banques et les banquiers ont continué de tirer des chèques sur New York au pair, à—de change de commerce, vue, à 6½ cent à ¼ pour cent d'escompte contre 3,16 à ¼ hier.

Ventes du N. O. Stock Exchange.

Avant le 1er appel.

$85,000	Premium Bonds	87¼
10,000	do de 1er appel, 10 A. M.	87⅛
$10,000	State Consols	83⅞

Entre le 1er et le 2d appel.

71 actions	N. O. Ins. Comp. à	$43 50
$5,000	State Consols	84⅛

2ed appel à 12 m.

$10,000	State Conso's	84⅛
10 000	do (s. 60 et int.)	84⅛
1,000	City Scrip 1875	40—

Entre le 2d et le 3e appel.

$10,000	State Consols	84⅛
10,000	do	84⅛
25 000	do	84⅛
57,000	Premium Bonds	87¼

3ème appel 2 P. M.

$50,000	State Consols	84⅛
5,000	do (s. 30 et int)	84⅛
20 250	Premium Bonds	87¼
50 000	do	87—
10 000	do (B Mch)	87⅛

Après le 3ème appel.

$15,000	State Consols	84⅛
25,000	do	84⅛
10,000	do	84⅛
50 000	Premium Bonds	87

Ventes du Crescent City Open Stock Board.

1er appel.

$15,000	Premium Bonds	87¼
10.	State Conso's	84⅛

Entre le 1er et le 2e appel.

$10,000	Premium Bonds	87¼
15 000	do	87¼
10,000	State Consols	84⅛
25 00	do	84⅛

2d Same appel.		
$15,000	State Consols	84⅛
10,000	Premium Bonds	87¼

Entre le 2d et 3ème appel.

$10,000	State Consols	84¼
10,000	Premium Bonds	87
10,000	do	87

Après 3ème appel.

$10,000	State Consols	84⅛

Dépêches TÉLÉGRAPHIQUES

TRANSMISES A L'ABEILLE

LA GUERRE EN ORIENT.

LES RUSSES A CONSTANTINOPLE.

Londres, 7.—L'agence Reuter publie la dépêche suivante de Constantinople en date du 7 février, 3 heures P. M. et venue par El Arish.

Conformément aux conditions de l'armistice, les troupes turques ont évacué les lignes de fortifications de Constantinople, et les troupes russes occupent maintenant ces lignes.

Londres, 7.—On ignore la source d'où est sorti le bruit de l'occupation de Constantinople par les Russes, mais il est probable, d'après la teneur des dépêches, que la nouvelle vient d'une source officielle.

CONSEIL DE CABINET.

Londres, 7, 3 h. P. M.—Le Conseil de Cabinet s'est réuni ce matin à 11 heures et il siége encore.

QUE FAIT LA FLOTTE ANGLAISE?

Londres, 7, midi 45.—Les consolidés ont baissé ce matin sur la rumeur que la flotte anglaise avait reçu l'ordre de se rendre à Constantinople. Ce n'est probablement là qu'une pure supposition, fondée sur la nouvelle publiée ce matin que les Russes avaient occupé Constantinople.

LA MARCHE DES RUSSES.

Londres, 7.—D'après une dépêche reçue de Paris par le Standard, le bruit courait dans cette ville que les Russes occupent déjà une position sur les Dardanelles.

Le Times dans son article principal dit ceci: Nous ne sommes pas convaincus que le prince Gortchakoff a rencontré définitivement à faire valoir les troupes russes à Constantinople.

Le bruit courait hier soir que cette entrée avait déjà eu lieu ou était sur le point de se faire. Tout au plus cette occupation aurait-elle un caractère nominal comme l'entrée des Allemands à Paris. Bref, nous avons toute espèce de raison pour nous fier à l'avenir, sans aucune raison sérieuse de nous alarmer.

Le Time fonde sa confiance sur les prévisions pacifiques du discours de l'empereur d'Allemagne et désapprouve toute manifestation de mécontentement. Si la Russie devait chercher à prendre en Orient une position qui menaçât les justes intérêts de l'Autriche et de l'Allemagne, au mot de l'empereur Guillaume l'armistice serait immédiatement.

Le Daily Telegraph: D'après les dernières informations reçues de Constantinople, les troupes russes malgré la signature des préliminaires de paix, poussent en toute hâte sur Gallipoli et sur Constantinople; ces circonstances extrêmement sérieuses et menaçantes devraient être examinées par les ministres dans le conseil de cabinet qui se réunira aujourd'hui. Le résultat de leurs délibérations sera, très probablement, communiqué ce soir au Parlement.

Le Télégraph est favorable dans ses commentaires sur la Russie. Le Télégraph publie une dépêche spéciale de Paris datée de minuit et ainsi conçue:

Les troupes russes avancent constamment sur Gallipoli et sur Constantinople.

Le Standard apprend de Pesth que les navires de guerre turcs qui se trouvaient sur le Danube ont été remis à la Russie.

Le Morning Post dit que Daily News, à Andrinople rapporte une entrevue avec Server Pacha, qui a déclaré que la Turquie avait été égarée et encouragée à combattre par la promesse d'un accord de l'Angleterre. Il a accusé particulièrement Lord Beaconsfield et M. Layard d'avoir entretenu cette croyance; il a ajouté qu'il avait des documents qu'il publierait. Il a déclaré qu'il était devenu maintenant partisan de la politique et de l'alliance russe. Les collègues de Server Pacha à Andrinople, ont confirmé ses paroles.

Londres, 7, 1:30 P. M.—On n'a reçu aux ambassades de Russie et de Turquie aucune confirmation de l'occupation de Constantinople par les Russes. Le comte Schouvaloff, ambassadeur russe déclare qu'il n'y croit pas.

Le *Daily Chronicle* affirme que le gouvernement anglais aussi bien que l'ambassade russe ont tous deux reçu la nouvelle de l'entrée des Russes à Constantinople. Mais le *Daily Chronicle* n'est pas une bonne autorité.

Le même journal annonce aussi, d'après un télégramme envoyé de Bucharest à Londres, qu'outre le transfert des navires de guerre du Danube, la Russie négocie la cession de toute la flotte cuirassée des Turcs.

Le comte Schouvaloff a entendu parler de l'occupation de Constantinople, au bal donné hier soir à l'ambassade allemande. Il a télégraphié immédiatement à St. Petersbourg pour demander si cela était vrai. Il n'a pas reçu de réponse.

Il explique ce bruit par les arrangements pris entre les Russes et les Turcs pour permettre aux troupes russes de s'approcher plus près de Constantinople qu'elles ne l'étaient à la signature de l'armistice. Mukmar Pacha, ambassadeur de Turquie à Londres, a reçu des dépêches de Constantinople ce matin; on n'en sait pas la date, mais il ne savait rien de l'occupation dont on parle.

Le *Central News*, s'exprime ainsi: Par suite de la grave nouvelle transmise par Mr Layard, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, nous croyons que Lord Hurdington annoncera le retour de l'amendement Forster, et que le vote des subsides sera unanime.

Le même journal ajoute: Nous sommes en mesure d'affirmer que l'on a reçu de Mr Layard un télégramme exprimant le plus grand malaise, de se voir isolé par la rupture des fils télégraphiques.

Il a appris que par suite d'un arrangement avec la Porte, les Russes sont tout près de la ville et sont le point d'entrer au besoin qu'ils prennent leurs positions près de Gallipoli.

La communication de Mr Layard est arrivée au gouvernement par Alexandrie. Les informations ultérieures disent que la dépêche de Mr Layard a pris deux jours pour être transmise. Elle ajoute que les Russes ont pris possession d'un fort dans la ligne des fortifications entre Buyuk-Tchekmedjé et Chatalja, et qu'un autre détachement a occupé des points sur les lignes de Boelair.

Londres, 7—4 h, P. M—La réunion du Cabinet qui se tient maintenant a été convoquée très soudainement. Le lord chancelier a été appelé comme il était occupé à la Chambre des Lords, dans une affaire dont l'audition a été immédiatement suspendue.

EXPLICATION DES DERNIERS BRUITS.

Londres, 7.—Le Standard dans sa 3ème édition publie une dépêche de Constantinople portant que suivant les termes de l'armistice, les Turcs doivent évacuer les lignes de Constantinople qui doivent former une zone neutre. La limite des Russes va jusqu'à Bojuk Chekmejé et la limite turque à Kujuk Chekmejeh.

PARLEMENT ANGLAIS.

Londres, 7, 5 h. 30.—A la Chambre des Communes, Mr Forster a déclaré qu'il était prêt à retirer son amendement au bill des subsides.

Le Standard confirme cette après midi, qu'on n'a reçu aucune nouvelle officielle de l'entrée des Russes à Constantinople.

A la Chambre des Communes, sir Stafford Northcote, chancelier de l'échiquier, répondant à une question de Lord Hartington, chef des libéraux, a confirmé la nouvelle de la marche des Russes sur Constantinople

Le Chancelier a dit que cette marche en avant peut être une exécution des conditions de l'armistice, mais les Turcs affectent d'être surpris.

L'Angleterre a demandé une explication, appelant particulièrement l'attention du Czar sur sa déclaration de juillet que Constantinople ne serait pas occupé moins que la situation militaire ne rende cette mesure nécessaire.

La Chambre, après une courte discussion a consenti au retrait de l'amendement Forster.

Londres, 7, 6 h. P M—Il y a une terrible émotion en dehors du Parlement; la foule encombre les rues en chantant le *God Save the Queen*, et en faisant des démonstrations en faveur du gouvernement.

A la Chambre des Communes, Sir Stafford Northcote, répondant à une question de M. John Whitewell, libéral, représentant de Kendall, a dit que l'Angleterre soutenait la proposition de conférence faite par l'Angleterre.

DEMENTI DE L'AMBASSADEUR RUSSE.

Londres, 7, 6 h 30 P M.—Sir Stafford Northcote vient d'annoncer à la Chambre que l'ambassadeur de Russie, comte Schouvaloff, avait reçu de prince Gortchakoff un télégramme affirmant que les chefs des corps russes avaient reçu l'ordre d'arrêter leur marche sur tous les points, et qu'il n'y a rien d'exact dans le bruit d'une marche sur Constantinople. L'émotion de la Chambre est à son comble.

Londres, 7 fév.—Ce soir, à la Chambre Haute, Lord Derby, secrétaire aux affaires étrangères, répondant à une question sur les bruits qui circulaient ce matin, a dit qu'il avait reçu hier une dépêche de M. Layard, en date du 5 février. A ce moment, nonobstant l'armistice, les Russes marchaient sur Constantinople, les troupes turques avaient été forcées d'évacuer en partie sur la mer de Marmara, malgré une protestation du commandant turc; le général russe a déclaré que d'après ses ordres il était nécessaire qu'il occupât Tchataldja le jour même.

La Porte est grandement alarmée et un pont campagnes des mécontents des Russes. Qu'a fait ces représentations au Grand duc Nicolas.

On dit aussi que les Serbes ont détruit une place appelée Vranja et qu'ils avancent sur le chemin de fer de Salonique.

Il y a deux jours depuis l'adjoint-major de Parmistice, et des préliminaires de paix, et la Porte n'a pas encore reçu le Protocole, elle en ignore quelques conditions.

Une autre dépêche datée d'hier, et reçue hier soir, affirme que le gouvernement russe a exigé que les lignes de Chakmedjé fussent abandonnées, ce qui laisserait Constantinople sans défense. Les Russes, le qui fait reptile des lignes turques de défenses qui refusaient à traverser la péninsule, à moins de 30 milles de Constantinople.

Il paraît que faire que ces mouvements opérés par les Russes soient l'exécution des termes de l'armistice, parce que nous n'en connaissons pas les conditions, mais il paraît que la Porte les ignore également; on s'inquiète de cela de ces mouvements.

Par une dépêche envoyée aujourd'hui, nous avons demandé à la Reine de nous donner quelques explications à ce sujet, et nous avons appelé son attention sur la déclaration faite par l'Empereur au Col. Wellesley, en juillet dernier, qu'il n'occuperait pas Constantinople pour satisfaire l'ambition militaire, mais seulement si cette mesure était rendue nécessaire par la marche des événements.

Considérant que la résistance des Turcs a cessé, il ne semble pas au gouvernement de la Reine qu'il y ait pour les troupes russes aucune nécessité d'avancer.

Lord Derby a ajouté qu'il pouvait se faire qu'on n'eût pas donné d'instructions aux troupes russes au moment où le département de Layard a été expédiée, de sorte que ces mouvements qui avaient lieu ne fussent pas en contradiction avec les termes de l'armistice, dont le gouvernement de la Reine ignore les termes exacts.

LES CONDITIONS DE L'ARMISTICE.

Londres, 7—Les journaux de Londres ce matin donnent les nouveaux détails qui suivent sur les termes de l'armistice.

Le chemin de fer d'Andrinople à Constantinople devra être réparé et mis en activité, ainsi que les lignes télégraphiques entre Andrinople et Odessa par Constantinople.

Les blocus de la mer Noire et du Danube seront levé pour tout excepté les munitions de guerre; les Russes occuperont les côtes de la mer Noire, depuis la frontière russe jusqu'à Balachik, et depuis Missoni jusqu'à Derkij sur la mer de Marmara. Les Russes occuperont Batjuk, Tchahadjé et Tchorlakevi, et sur l'Archipel le littoral depuis Enos jusqu'à Makri. Tnese devra être ajouté aux points que les Russes occuperont à la signature de l'armistice.—(Note) Beaucoup de ces détails arrivent de Vienne et doivent être acceptés avec réserve.

Le Standard publie une dépêche reçue de Constantinople par voie de la Syrie, du 5 février, et disant que le grand duc Nicholas et son état-major viendront à Constantinople pendant l'armistice.

St Petersbourg, 7—Une dépêche reçue aujourd'hui du grand duc Nicholas annonce que conformément à l'entente établie entre les plénipotentiaires russes et turcs, la liberté des relations commerciales va être rétablie par terre et par mer immédiatement entre la Turquie et la Russie.

Londres, 7.—Le bruit court dans les couloirs de la Chambre des communes que l'on a reçu des dépêches postérieures de M. Layard confirmant la nouvelle que les Russes ont occupé Chatalja, et s'avancent sur Kichmedjé.

La presse associée a des raisons de croire que malgré le retrait de l'amendement Forster, les radicaux se partageront sur la question quand elle viendra devant les comités, mais l'on ne s'attend pas à ce que l'opposition, comme parti, combatte le bill.

Londres, 7—On doit présenter à l'adoption de la Chambre, afin motion en forme, aujourd'hui aux comités se réunissent, dans le but d'attaquer la politique du gouvernement et surtout pour censurer le comte Beaconsfield. Mr Mills et d'autres conservateurs y ont répondu en accusant les radicaux de manquer de patriotisme.

L'orateur a été finalement privé de son tableau par un vote de 275 contre 16. La minorité se composait de radicaux et de quelques libéraux. Les chefs libéraux et la masse du parti se sont abstenus de voter.

Le Chambre s'est alors formée en comité et s'est aussitôt journée jusqu'à demain.

Londres, 7, minuit—Le sentiment populaire est extrêmement hostile à la Russie. Les théâtres de la Reine M. Grand, à Londres, et celles du bureau du Daily News, ont été brisées ce soir, par la populace furieuse.

Londres, 7—Ce soir à la Chambre, dans le cours des débats, Sir Stafford Northcote a lu une lettre de Lord Beaconsfield, relative à la prétendue accusation portée par Server Pacha contre l'Angleterre, d'après le Daily News, accusation qui rendrait Lord Beaconsfield et M. Layard responsables de sa durée de la guerre.

Dans sa lettre Lord Beaconsfield déclare ce rapport faux en ces termes: "J'ai seulement à dire que cette nouvelle est une infâme invention."

ITALIE.

LE PAPE REMORT POUR TOUT DE BON.

Rome, 7—L'état du Pape a sérieusement empiré cette nuit. Sa Sainteté a déjà reçu les derniers sacrements. On a appelé le cardinal vicaire au Vatican, et on a interdit à toute personne non munie d'une autorisation spéciale l'accès des appartements du Pape.

On empêche aussi de sortir du Vatican. On a appelé par télégraphe les cardinaux étrangers à Rome. Dans toutes les Eglises de Rome, on fait des prières pour le rétablissement du Pape.

Londres, 7, 4 h. 30 P M — La Pall Mall Gazette de l'après-midi publie la nouvelle suivante:

Rome, 7 fév., 12 h. 50 P M—On attend à tout moment la mort du Pape. On a pris toutes les dispositions nécessaires en prévision d'un pareil événement. Le bruit court que Sa Sainteté est déjà morte.

Rome, 7, 1 h. 10 P M—Le Pape est entré dans l'agonie; on attend sa mort à tout moment.

Rome, 7—Le Pape est mort à 3 h. P. M.

Rome, 7—On convoquera immédiatement un consistoire de cardinaux.

Rome, 7 6 h P M—Le Pape est mort ce soir à 4 heures 57.

MORT DU PAPE.

Londres, 7—Il n'est pas douteux que le Pape est mort. Les journaux de ce matin confirment les nouvelles antérieures de Rome L'Advertiser dit que la nouvelle de la mort du Pape est déjà officiellement annoncée; il donne les détails suivants: Mercredi soir à 8 heures le Pape a éprouvé un étouffement subit; il est revenu à plusieurs reprises, mais il a dit à ses médecins: "la mort l'emporte cette fois." Il a eu des alternatives de lucidité et de délire.

Ses derniers moments ont été lucides; il a dit: "garder l'Eglise que j'ai aimée d'un amour vif et ardent." Il est mort.

La cause immédiate de la mort est la fermeture de l'abcès de la jambe qui a fait remonter les humeurs aux poumons et au cerveau.

Les cardinaux Manning et Howard, et beaucoup d'autres, assistaient à cette mort. Le conclave va s'ouvrir.

Le cardinal Simeoni a demandé des troupes et le gouvernement a accédé à sa requête.

Les ambassadeurs accrédités auprès du Vatican sont alliés en corps visiter le défunt.

Plus tard.—Le gouvernement italien assure l'indépendance du conclave et offre tous les services que le cardinal Simeoni peut demander.

D'autres récits attribuent la mort à l'eau qui a remonté au cœur.

Le Pape s'est éteint et a commencé son agonie à 3 heures mais la mort n'est arrivée que quelque temps après l'heure annoncée dans la première dépêche.

ACCIDENT DE MER.

Londres, 7—Le Lloyd reçoit la dépêche suivante de Gravesend:

Le steamer Berlin allant à Bordeaux a eu une collision, hier soir à 6 heures avec le steamer Utopia, de l'Anchor Line, venant de New York. L'Utopia a été frappé en avant à tribord; son premier compartiment est plein d'eau. On essaiera de le relever.

Bulletin météorologique.

Washington, 7.—Dans les Etats à l'est du Golfe. Temps couvert et pluvieux; vent chaud du sud, tournant au nord-ouest et devenant plus froid, baisse barométrique suivie d'une hausse.

Dans les Etats à l'ouest du Golfe, temps partiellement couvert, rayons de pluie, vents du nord-ouest, le baromètre et le thermomètre restent stationnaire ou monteront.

Les signaux continuent à l'indianola et à Galveston, à la Nouvelle-Orléans et à Mobile. On en a ordonné pour la côte de l'Atlantique depuis St. Marks et Jacksonville jusqu'à Norfolk.

Marchés étrangers.

Liverpool, 7—5h. P. M.—Coton—Les ventes à terme sont plus faibles; uplands aux conditions de low middling embarqués en mai et juin sur voilier 6¼ d.

Bourse de New York.

New York, 7—au soir—A la clôture l'argent est facile à 5; le sterling est calme à 4 81¾. L'or se maintient à 102, un gouvernement se maintiennent également; les nouveaux 5 font 103¾.

New York, 7—Les valeurs sont plus fermes à la clôture.

Le sous-trésorerie a une balance en or de $106,264,799; en papier de $35,181,171. Le sous-trésorier a payé sur les intérêts $656,020; pour des bons $628,500. Recettes de la douane $323 000.

L'or est offert à 102 et demandé au même taux. Les consolidés louisianais sont offerts à 85¾.

Marchés américains.

New York, 7.—Le coton est facile à la clôture. Uplands 11 1/16, Orleans 11 7/16 Ventes du jour 1536 balles, recettes nettes consolidées 113,845. Exportation au Grande Bretagne 84,066, en France 7,966, au Continent 39,567.

New York, 7—Coton, recettes nettes 605 balles, brutes 5697. Les ventes à terme se maintiennent simplement à la clôture. Ventes 41,000 balles: février 10,93 à 10,95, mars 11,08 à 11,09, avril 11,15 à 11,16, mai 11,27 à 11,28, juin 11,40, juillet 11,47 à 11,48, août 11,52 à 11,54, septembre 11,35 à 11,36, octobre 11,09 à 11,10, novembre 10,95 à 10,96.

COPAHINE MEGE

Elle est et active qu'elle guérit en une semaine de 6 jours les... sans nausées, coliques ni mauvaises...

BULLETIN COMMERCIAL.

Jeudi soir, 7 février 1878.

COTON.—Il n'est vendu aujourd'hui que 605 balles à des prix plus irréguliers et plus faibles, en sympathie avec réduction de ¼ d. dans les qualités de low ordinary à ordinary good ordinary et de près de ¼ c. pour le low middling et le strict low middling. Nous cotons:

BASE DE CLASSIFICATION AMERICAINE.

Cotons généraux.	Cotons de l'Etat.
Inférieur..... 5— à 6—	..... —
Low ordinary.. 6⅛ à 7⅛	..... 7⅛
Ordinary..... 7⅜ à 8—	..... 8—
Strict ordinary. 8¼ à 8¾	..... —
Good ordinary. 8¾ à 8⅞	..... 9⅛
Strict good ord. 9— à 9¼	..... —
Low middling.. 9⅜ à 9¾	..... 9⅝